



RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01282
Numéro SIREN : 830 437 851
Nom ou dénomination : 2iBTP

Ce dépôt a été enregistré le 26/06/2017 sous le numéro de dépôt A2017/006163

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **GRENOBLE**



1308415

Dénomination : 2iBTP
Adresse : 4 rue de la Brunetière Bâtiment C Étage 1 38500 Voiron -
FRANCE-
n° de gestion : 2017B01282
n° d'identification : 830 437 851
n° de dépôt : A2017/006163
Date du dépôt : 26/06/2017

Pièce : Liste des souscripteurs du 05/06/2017



1308415

2iBTP
SASU

TRIBUNAL de COMMERCE
TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le
Déposé au GREFFE le
26 JUN 2017
Sous le N° : 6163

SASU au capital de 1.500 euros
4 rue de La Brunetière
Résidence le Clos Bérard bâtiment C étage 1
38500 Voiron

Liste des souscripteurs

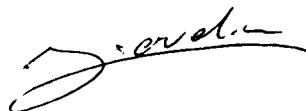
Lors de l'immatriculation de la société

Nom, prénoms, adresse ou dénomination, siège des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions en euros	Montant des versements effectués en euros
M. OUDIN Julien Jean-Michel Gabriel, 4 rue de La Brunetière 38 500 VOIRON	150	1 500	1 500
TOTAL	150	1 500	1 500

Certifié exact, sincère et véritable par M. OUDIN Julien, actionnaire unique de la Société 2iBTP, SASU en cours d'immatriculation.

Fait à VOIRON
Le 05/06/2017
En 2 exemplaires

Signature du fondateur

Julien OUDIN




Déposé au GREFFE le :

26 JUN 2017

Sous le N° : 163

CERTIFICAT DE CONSIGNATION

Je soussignée, Mme Michèle Perrot, Directrice du Centre Financier de La Banque Postale de Lyon, certifie avoir reçu en dépôt le 11 mai 2017


De	la somme de (en euros)
M JULIEN OUDIN	1500

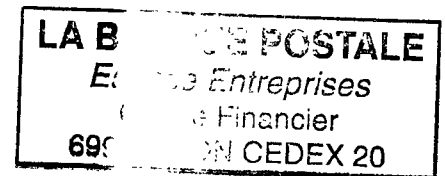
Soit la somme totale de 1500 euros, déposée sur le compte ouvert à La Banque Postale sous le n° 1118217L028 provenant de la libération des actions de SASU 2IBTP en cours de constitution.

Le retrait des fonds provenant de la libération des actions ne peut être effectué par le mandataire de la société, avant l'immatriculation de celle-ci au registre du commerce et des sociétés.

Si la société n'est pas constituée dans le délai de six mois à compter du premier dépôt de fonds, ou si elle n'est pas immatriculée au registre du commerce et des sociétés dans le même délai, les apporteurs peuvent individuellement demander en justice l'autorisation de retirer le montant de leurs apports. Dans les mêmes cas, un mandataire, dès lors qu'il représente tous les apporteurs, peut demander directement au dépositaire le retrait des fonds.

Si les apporteurs décident ultérieurement de constituer la société, il doit être procédé à nouveau au dépôt des fonds. (Article L223-8 du code de commerce)


Mme Michèle Perrot
Directrice du Centre Financier



ETABLI EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL POUR VALOIR CE QUE DE DROIT

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **GRENOBLE**



1308414

Dénomination : 2iBTP
Adresse : 4 rue de la Brunetière Bâtiment C Étage 1 38500 Voiron -
FRANCE-
n° de gestion : 2017B01282
n° d'identification : 830 437 851
n° de dépôt : A2017/006163
Date du dépôt : 26/06/2017

Pièce : Statuts constitutifs du 05/06/2017



1308414

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

26 JUIN 2017

Sous le N° : 6163.....

2iBTP
SASU

STATUTS

En date du 5 juin 2017

SASU au capital de 1.500 euros
4 rue de La Brunetière
Résidence le Clos Bérard bâtiment C étage 1
38500 Voiron

ZiBTP

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

Au capital de 1.500 euros

Siret : en cours d'immatriculation

4, rue de La Brunetière, Résidence le Clos Bérard bâtiment C étage 1, 38500 Voiron

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 – FORME.....	3
ARTICLE 2 – OBJET.....	3
ARTICLE 3 – DÉNOMINATION.....	3
ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL.....	3
ARTICLE 5 - DURÉE	3
ARTICLE 6 - APPORTS	3
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL	4
ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL.....	4
ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS	4
ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS.....	4
ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS.....	4
ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS	5
ARTICLE 13 – GESTION DE LA SOCIÉTÉ ET REMUNERATION.....	5
ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS	5
ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES.....	5
ARTICLE 16 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES.....	6
ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL.....	6
ARTICLE 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS	6
ARTICLE 19 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL.....	6
ARTICLE 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION	7
ARTICLE 21 - CONTESTATIONS.....	7
ARTICLE 22 – NOMINATION DES DIRIGEANTS	7
ARTICLE 23 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION.....	7
ARTICLE 24 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS.....	7

Le soussigné :

Monsieur Julien OUDIN, née à Saint-Nazaire (44600), le 22 Octobre 1982, de nationalité française, célibataire et domicilié à VOIRON (38500) – 4, rue de La Brunetière, Résidence le Clos Bérard bâtiment C étage 1.

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle,

ARTICLE 1 – FORME

Il existe entre le propriétaire des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires et ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Tous services d'études, ingénierie, méthodes, programmes, assistances techniques, conseils, gestion de projets, suivis de travaux, du domaine de la construction dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics.
- Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, tant en France qu'à l'étranger.

ARTICLE 3 – DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : « 2iBTP ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiées unipersonnelle" ou des initiales « SASU » et de l'énonciation du montant du capital social.

La dénomination sociale « 2iBTP » est issue des initiales d' « Ingénierie pour l'Industrie, le Bâtiment et les Travaux Publics ».

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à VOIRON (38500) – 4, rue de La Brunetière, Résidence le Clos Bérard bâtiment C étage 1. Il peut être transféré en tout endroit par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution, l'actionnaire unique a procédé aux apports suivants :

Monsieur Julien OUDIN :1.500 €.

Soit une somme en numéraire de mille cinq cents euros (1.500,00 €), correspondant à cent cinquante (150) actions de numéraire, d'une valeur nominale de dix euros (10,00 €) chacune, souscrites en totalité.

A la constitution, le capital est entièrement libéré.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

A la constitution, le capital a été fixé à mille cinq cents euros (1.500,00 €), réparti en cents cinquante(150) actions de dix euros (10,00 €) chacune, de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique délibérant dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital. Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur. Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci. La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier ministériel.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 13 – GESTION DE LA SOCIÉTÉ ET REMUNERATION

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président.

Le Président de la société est élu à la majorité simple par l'assemblée générale. Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. La rémunération du Président peut être modifiée à tout moment par décision de l'assemblée générale.

Le Président ne perçoit aucun salaire de la Société depuis sa création jusqu'au premier septembre deux mille dix-huit (01/09/2018).

Le Président à la date de création de la société est Monsieur Julien OUDIN, née à Saint-Nazaire (44600), le 22 Octobre 1982, de nationalité française et domicilié à VOIRON (38500) – 4, rue de La Brunetière, Résidence le Clos Bérard bâtiment C étage 1

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Commissaire aux Comptes, s'il en est nommé un, présente un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président et actionnaire unique.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES

L'assemblée générale est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 16 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier Janvier et finit le 31 Décembre. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2017.

ARTICLE 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'actionnaire doit statuer sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux Comptes s'il y a lieu.

Dans le respect des seuils fixés par la loi, la Société pourra choisir pour la délivrance de ses comptes annuels, de suivre le régime simplifié d'imposition ou le régime de la micro-entreprise.

ARTICLE 19 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, décider en assemblée générale s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui

n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision de l'actionnaire.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

ARTICLE 22 – NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts, pour une durée indéterminée, est Monsieur Julien OUDIN né le 22/10/1982 à Saint-Nazaire (44 600).

Monsieur Julien OUDIN a, préalablement à la signature des statuts, déclaré accepter lesdites fonctions et déclaré ne faire l'objet d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles de lui en interdire l'exercice.

ARTICLE 23 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 24 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société.

Il a été fait trois (3) exemplaires originaux des présents statuts.

Fait à VOIRON (38500),

Le 5 juin 2017

Monsieur Julien OUDIN
Président – associé unique

